

Unité départementale de la Somme
53 rue de la Vallée
80000 Amiens

Amiens, le 17/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BONDUELLE EUROPE LONG LIFE

RUE NICOLAS APPERT
BP 30173
59650 Villeneuve-D'ascq

Références : 2024-E10165
Code AIOT : 0005102374

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/09/2024 dans l'établissement BONDUELLE EUROPE LONG LIFE implanté 30 chaussée Brunehaut Usine d'Estrées-Mons 80200 Estrées-Mons. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BONDUELLE EUROPE LONG LIFE
- 30 chaussée Brunehaut Usine d'Estrées-Mons 80200 Estrées-Mons
- Code AIOT : 0005102374
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Le site BONDUELLE à Estrées-Mons est spécialisé dans la production de surgelés et de conserves en

boîtes métalliques de légumes.

L'usine existe depuis 1963. Les installations permettent le traitement en période de campagne de plus de 1000 tonnes brutes de produits végétaux par jour. Le site d'Estrées-Mons assure une fonction de production toute l'année, bien que l'activité soit très saisonnière. La campagne débute en juin et s'étire jusqu'à la Toussaint, ce qui représente 85 à 95% du volume annuel.

Les principaux légumes traités sont les pois, les haricots verts et les épinards. Au total, 36 types de légumes différents sont transformés. Les légumes traités ne sont pas tous locaux, ils peuvent être envoyés par d'autres usines du groupe.

Par arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 14 février 2011, l'établissement a été autorisé à poursuivre l'exploitation de ses installations autorisées et à exploiter une nouvelle salle des machines ainsi qu'un nouvel entrepôt frigorifique de grande hauteur sur le territoire de la commune d'Estrées-Mons.

Thèmes de l'inspection :

- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 5	Sans objet
2	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 6	Sans objet
3	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 7.2	Sans objet
4	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 8	Sans objet
5	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 9	Sans objet
6	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 10.2	Sans objet
7	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 13	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité n'a été constatée lors de cette visite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : MTD Générique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 5
Thème(s) : Risques chroniques, Système de management environnemental
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME).
Constats : L'exploitant a mis en place et applique un système de management environnemental, celui-ci est proportionné à la nature, la taille et la complexité de l'installation.

Le groupe BELL (Bonduelle Europe Long Life) est certifié ISO 50001 depuis 2015 et est en cours de démarche de certification 14001. Le certificat ISO 50001 pour le site d'Estrées-Mons a été présenté (n° A 1967-50001). Il est valable jusqu'au 12 mai 2024. L'exploitant indique qu'il est en cours de renouvellement (un audit de suivi pour la partie administrative va avoir lieu le 2 octobre 2024 et pour la partie terrain les 6,7 et 8 novembre 2024).

Le site est également certifié BRCGS Food - Agroalimentaire. C'est un référentiel britannique destiné aux fournisseurs de produits alimentaires vendus sous marques propres ou sous marques de distributeurs MDD. Le référentiel BRC adopte une approche complète visant à l'intégrité des produits alimentaires, en prenant à la fois en compte la sécurité sanitaire, les risques de fraude et les risques d'actes de malveillance et/ou de sabotage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : MTD Générique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 6

Thème(s) : Risques chroniques, Inventaire

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit, maintient à jour et réexamine régulièrement (y compris en cas de changement important), dans le cadre du SME défini au point ci-dessus, un inventaire de la consommation d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux qui intègre tous les éléments suivants:

I. - Des informations sur les procédés de production agroalimentaire et laitière, y compris :

a) Des schémas simplifiés de déroulement des procédés, montrant l'origine des émissions ;
b) Des descriptions des techniques intégrées aux procédés et des techniques de traitement des effluents aqueux/gazeux destinées à éviter ou à réduire les émissions, avec mention de leur efficacité ;

II. - Des informations sur la consommation et l'utilisation de l'eau présentées sous forme de schémas de circulation et bilans massiques, et détermination des mesures permettant de réduire la consommation d'eau et le volume des effluents aqueux (voir point 9) ;

III. - Des informations sur le volume et les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, notamment :

a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit, du pH et de la température ;
b) Les valeurs moyennes et la variabilité de la concentration et de la charge des polluants/paramètres pertinents ;

IV. - Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux, notamment :

a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit et de la température ;
b) Les valeurs moyennes et la variabilité de la concentration et de la charge des polluants/paramètres pertinents ;
c) La présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le système de traitement des effluents gazeux ou sur la sécurité de l'unité ;

V. - Des informations sur la consommation et l'utilisation d'énergie, sur la quantité de matières premières utilisée ainsi que sur la quantité et les caractéristiques des résidus produits, et détermination des mesures permettant d'améliorer continûment l'utilisation efficace des ressources ;

VI. - La définition et mise en œuvre d'une stratégie de surveillance appropriée en vue d'accroître l'utilisation efficace des ressources, compte tenu de la consommation d'énergie, d'eau et de matières premières. La surveillance peut prendre notamment la forme de mesurages directs, de

<p>calculs ou de relevés réalisés à une fréquence appropriée. La surveillance s'effectue au niveau le plus approprié.</p> <p>Le niveau de détail de l'inventaire est en rapport avec la nature, la taille et la complexité de l'installation, ainsi qu'avec ses diverses incidences environnementales possibles.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inventaire a été présenté, il intègre l'ensemble des éléments précisés du point I à VI (cf prescription contrôlée). Celui-ci est mis à jour chaque année.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : MTD Générique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 7.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant surveille les émissions dans l'eau et respecte les VLE prescrites dans l'arrêté préfectoral du 14 février 2011 et du 26 février 2024.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un suivi des valeurs limites de ses rejets eau (concentration et flux), l'application GIDAF est renseignée. Le suivi mensuel du paramètre chlorure a bien été intégré. Les valeurs limites d'émissions sont respectées, les fréquences demandées également.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : MTD Générique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 8</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Efficacité énergétique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant applique la technique « a » et une combinaison appropriée des techniques énumérées au point « b »</p> <p>« a »- Un plan d'efficacité énergétique intégré dans le système de management environnemental (cf. point 5) consiste à définir et calculer la consommation d'énergie spécifique de l'activité (ou des activités), à déterminer, sur une base annuelle, des indicateurs de performance clés et à prévoir des objectifs d'amélioration périodique et des actions connexes. Le plan est adapté aux spécificités de l'installation.</p> <p>« b »- utilisation de techniques courantes :</p> <p>Les techniques courantes comprennent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La régulation et le contrôle des brûleurs ; - La cogénération ;

- Les moteurs économes en énergie ;
- La récupération de chaleur au moyen d'échangeurs thermiques (y compris la recompression mécanique de vapeur) ;
- L'éclairage ;
- La réduction au minimum de la purge de la chaudière ;
- L'optimisation des systèmes de distribution de vapeur ;
- Le préchauffage de l'eau d'alimentation (y compris l'utilisation d'économiseurs) ;
- La réduction des fuites du circuit d'air comprimé ;
- La réduction des pertes thermiques par calorifugeage ;
- Les variateurs de vitesse ;
- L'évaporation à multiples effets ;
- L'utilisation de l'énergie solaire.

Constats :

Pour répondre au point a):

L'établissement BELL est certifié ISO 50001 (système de management de l'Énergie). Des indicateurs de performance sont définis :

Conserverie / Surgélation	2023-2024	2024-2025
Consommation électrique (kWh/TPF)	139,28 / 495	140, 55 / 501
Consommation en eau (m ³ /TPF)	26 / 16,97	26,6 / 16,48
Consommation en vapeur (T/TPF)	1,31 / 0,515	1,43 / 0,516

Pour répondre au point b), les techniques d'économie mises en œuvre sont les suivantes :

La régulation et le contrôle des brûleurs ; la cogénération ; la récupération de chaleur au moyen d'échangeurs thermiques ; l'optimisation des systèmes de distribution de vapeur ; le préchauffage de l'eau d'alimentation ; la réduction des fuites du circuit d'air comprimé ; la réduction des pertes thermiques par calorifugeage ; les variateurs de vitesse et l'évaporation à multiples effets .

L'exploitant indique que depuis le réexamen, ont été installés/mis en place :

- un accumulateur vapeur pour "lisser la charge" venant de la cogénération biomasse afin de palier les démarrages/arrêts des chaudières dans le fonctionnement initiale ;
- un système de récupération de l'eau chaude provenant des refroidisseurs d'huile ;
- un système de filtration du parage des racines ;
- des nouveaux aérothermes (moins énergivores) dans la salle des machines SDM8 ;
- un audit de consommation énergétique sur la STEP.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : MTD Générique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 9
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau et rejet des effluents aqueux
Prescription contrôlée : L'exploitant applique la technique « a » et une ou plusieurs des techniques indiquées aux points b à k - « a » : Recyclage et/ou réutilisation des flux d'eau, précédé ou non d'un traitement de l'eau pour le nettoyage, le lavage, le refroidissement ou pour le procédé lui-même. - b : Optimisation du débit d'eau - c : Optimisation des buses et des conduites d'eau - d : Séparation des flux d'eau Techniques liées aux opérations de nettoyage - e : nettoyage à sec - f : système de curage des canalisations - g : nettoyage à haute pression - h : Optimisation du dosage des produits chimiques et de l'utilisation de l'eau dans le nettoyage en place (NEP) - i : Nettoyage basse pression à l'aide de produits moussants ou de gel - j : Optimisation de la conception et de la construction des équipements et des zones de procédés - k : Nettoyage des équipements dès que possible
Constats : L'exploitant a mis en place sur son site, les points suivants: a) Recyclage de l'eau : Surgélation : l'eau en sortie du tunnel de refroidissement est reprise en début du refroidisseur. Les eaux des laveurs sont récupérées et stockées dans une cuve tampon pour nettoyer le sol. La récupération de l'eau des stérilisateur permet le nettoyage du sol via la cuve tampon. Conserverie : l'eau récupérée en sortie des épierreurs et laveurs et l'eau de nettoyage sont réutilisées pour transporter les déchets dans les caniveaux dédiés. Les eaux des rinceurs des carottes sont reprises et dirigées vers la cuve d'eau de recyclage. La récupération de l'eau d'un débourbeur de la ligne racine par décantation permet d'alimenter un laveur. c) Optimisation des buses et des conduites d'eau : Conserverie : utilisation de buses (égrappeuses et ébouteuses), pelage par batch de vapeur et surpresseurs à faible débit pour le nettoyage. d) Séparation des flux d'eau : Les eaux des blancheurs et des peleurs sont dirigées vers le bassin de la station. h) Optimisation du dosage des produits chimiques et de l'utilisation de l'eau dans le nettoyage en place (NEP) : Surgélation : le nettoyage sur les lignes est réalisé avec des produits désinfectants et détartrants. Un nettoyage par canon à mousse, à la fin des opérations de nettoyage est réalisé ainsi qu'une analyse du pH. La concentration des produits se fait en référence aux fiches techniques des produits utilisés. Des échanges annuels ont lieu avec le fournisseur (un audit terrain est également

réalisé).
<p>k) Nettoyage des équipements dès que possible :</p> <p>L'équipe de production est en charge du nettoyage pendant son poste. Le personnel est formé par le fournisseur des produits (référénte interne). Une procédure de nettoyage par secteur avec fréquence est réalisée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : MTD Générique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 10.2
Thème(s) : Risques chroniques, Fluides frigorigènes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant utilise des fluides frigorigènes dépourvus de potentiel d'appauvrissement de la couche d'ozone et présentant un faible potentiel de réchauffement planétaire. Les fluides frigorigènes appropriés comprennent notamment l'eau, le dioxyde de carbone ou l'ammoniac.</p>
<p>Constats :</p> <p>La liste des installations a été présentée, elle est cohérente avec le dossier de réexamen. Le fluide frigorigène utilisé pour la surgélation est l'ammoniac.</p> <p>Le suivi des climatisations des machines et des parties administratives a été présenté. Ce suivi indique également les interdictions des fluides frigorigènes à venir.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : MTD Générique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 13
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit, met en œuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental (cf. point 5), un plan de gestion du bruit.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique réaliser régulièrement des mesures de niveaux sonores. Les deux derniers suivis ont été réalisés en juin 2020 et octobre 2023. De plus, aucune plainte n'est recensée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite